

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 3119

[C — 2007/15103]

22 MAI 1991. — Loi portant approbation des Actes internationaux suivants : 1. Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, faite à Strasbourg le 6 mai 1963; 2. Protocole portant modification à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, fait à Strasbourg le 24 novembre 1977; 3. Protocole additionnel à la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, fait à Strasbourg le 24 novembre 1977. — Addendum (1)

En date du 27 avril 2007 la déclaration suivante a été déposée auprès du dépositaire de la Convention :

« Conformément à l'Accord d'interprétation de l'article 12, paragraphe 2, de la Convention, accepté par les Parties à la Convention et signé par le Secrétaire général le 2 avril 2007, le Royaume de Belgique dénonce le Chapitre I^{er} de la Convention. »

Cette dénonciation partielle prendra effet à l'égard de la Belgique au 28 avril 2008.

—————
Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 6 juillet 1991 (pages 15109 à 15123).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 3119

[C — 2007/15103]

22 MEI 1991. — Wet houdende goedkeuring van volgende Internationale Akten : 1. Overeenkomst betreffende de beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit, opgemaakt te Straatsburg op 6 mei 1963; 2. Protocol houdende wijziging van de Overeenkomst betreffende de beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit, opgemaakt te Straatsburg op 24 november 1977; 3. Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst betreffende de beperking van gevallen van meervoudige nationaliteit en betreffende militaire verplichtingen in geval van meervoudige nationaliteit, opgemaakt te Straatsburg op 24 november 1977. — Addendum (1)

Op 27 april 2007 werd volgende verklaring neergelegd bij de depositaris van de Overeenkomst :

« Overeenkomstig het Akkoord inzake de interpretatie van artikel 12, paragraaf 2, van de Overeenkomst, die aanvaard werd door de Partijen bij de Overeenkomst en die getekend werd door de Secretaris-generaal op 2 april 2007, zegt het Koninkrijk België Hoofdstuk I van de Overeenkomst op. »

Deze gedeeltelijke opzegging zal ten aanzien van België uitwerking hebben op 28 april 2008.

—————
Nota

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1991 (blz. 15109 tot 15123).

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3120

[C — 2007/11344]

15 MAI 2007. — Loi relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit : »

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Commerce illicite de marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle au sens du Règlement (CE) n° 1383/2003*

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° le règlement : le Règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 concernant l'intervention des autorités douanières à l'égard de marchandises soupçonnées de porter atteinte à certains droits de propriété intellectuelle ainsi que les mesures à prendre à l'égard de marchandises portant atteinte à certains droits de propriété intellectuelle;

2° le code des douanes communautaire : le Règlement (CE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire;

3° la loi générale sur les douanes et accises : les dispositions générales relatives aux douanes et accises coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1977, confirmé par la loi du 6 juillet 1978.

Section 2. — Intervention des autorités douanières

Art. 3. L'autorité douanière compétente pour recevoir et traiter la demande dont il est question à l'article 5, § 1^{er}, du règlement est le fonctionnaire du Service public fédéral Finances désigné par le Roi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3120

[C — 2007/11344]

15 MEI 2007. — Wet betreffende de bestrafing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt : »

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Ongeoorloofde handel van goederen die inbreuk maken op een intellectueel eigendomsrecht in de zin van de Verordening (EG) nr. 1383/2003*

Afdeling 1. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° de verordening : de Verordening (EG) nr. 1383/2003 van de Raad van 22 juli 2003 inzake het optreden van de douaneautoriteiten ten aanzien van goederen waarvan wordt vermoed dat zij inbreuk maken op bepaalde intellectuele eigendomsrechten en inzake de maatregelen ten aanzien van goederen waarvan is vastgesteld dat zij inbreuk maken op dergelijke rechten;

2° het communautair douanewetboek : de Verordening (EG) nr. 2913/92 van de Raad van 12 oktober 1992 tot vaststelling van het communautair douanewetboek;

3° de algemene wet inzake douane- en accijnzen : de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1977, bekrachtigd door de wet van 6 juli 1978.

Afdeling 2. — Optreden van de douaneautoriteiten

Art. 3. De douaneautoriteit die bevoegd is om het verzoek te ontvangen en te behandelen waarvan sprake is in artikel 5, § 1, van de verordening, is de door de Koning aangewezen ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Art. 4. Lorsqu'il est fait application de l'article 14, § 1^{er}, du règlement, le montant de la garantie à constituer par le déclarant, le propriétaire, l'importateur, le détenteur ou le destinataire des marchandises est égal à trois fois la valeur en douane ou la valeur statistique des marchandises en question, selon qu'il s'agit de marchandises non communautaires ou de marchandises communautaires.

Les modalités de constitution de la garantie visée à l'alinéa 1^{er} sont fixées par le Roi.

*Section 3. — Poursuite des infractions
à la législation douanière et sanctions pénales*

Art. 5. § 1^{er}. L'infraction ou la tentative d'infraction à l'interdiction prévue à l'article 16 du règlement sera punie conformément à l'article 231, § 1^{er}, de la loi générale sur les douanes et accises.

Toutefois, l'emprisonnement est de trois mois à trois ans et l'amende est de 500 à 500.000 euros.

§ 2. En cas de récidive dans les cinq ans à dater d'une condamnation coulée en force de chose jugée prononcée du chef de la même infraction, les peines seront doublées.

§ 3. L'infraction ou la tentative d'infraction à l'interdiction prévue à l'article 16 du règlement sera poursuivie selon la procédure prévue aux articles 226, 249 à 253 et 263 à 284 de la loi générale sur les douanes et accises.

Art. 6. § 1^{er}. Le tribunal peut ordonner, dans tous les cas, la destruction ou le placement hors des circuits commerciaux des marchandises reconnues comme portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle et qui ont fait l'objet d'une mesure de confiscation, aux frais du contrevenant, de la personne qui a présenté les marchandises à la douane, du propriétaire, du possesseur, du détenteur ou du destinataire de ces marchandises ou, le cas échéant, du titulaire du droit qui a demandé l'intervention des autorités douanières conformément à l'article 5, § 1^{er}, du règlement.

§ 2. L'Administration des douanes et accises peut, conformément aux délais et conditions prescrits par l'article 11, § 1^{er}, du règlement, procéder, aux frais du titulaire du droit et sous sa responsabilité, à la destruction des marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle, après prélèvement d'échantillons et avec l'accord préalable et écrit du déclarant, du détenteur ou du propriétaire de ces marchandises selon lequel celles-ci sont abandonnées en vue de leur destruction. Cet accord est réputé accepté lorsque le déclarant, le détenteur ou le propriétaire des marchandises ne s'est pas expressément opposé à leur destruction dans le délai imparti par l'article 11 précité.

Art. 7. Le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements du contrevenant et aux frais de celui-ci, de même que la publication du jugement, intégrale ou par extrait, aux frais du contrevenant, par voie de presse ou de toute autre manière.

Il peut en outre ordonner la confiscation des avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction prévue à l'article 5, § 1^{er}, des biens et valeurs qui leur ont été substitués et des revenus de ces avantages investis.

*CHAPITRE III. — Sanctions des atteintes
à certains droits de propriété intellectuelle*

Section 1^{re}. — Sanctions pénales

Art. 8. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans la vie des affaires, porte atteinte avec une intention méchante ou frauduleuse aux droits du titulaire d'une marque de produit ou de service, d'un brevet d'invention, d'un certificat complémentaire de protection, d'un droit d'obtenteur, d'un dessin ou d'un modèle, tels que ces droits sont établis par :

1) en matière de marques

a) l'article 2.20, alinéa 1^{er}, *a.*, *b.* et *c.*, de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle du 25 février 2005 approuvée par la loi du 22 mars 2006;

b) l'article 9 du Règlement (CE) n° 40/94 du 20 décembre 1993 du Conseil des Communautés européennes sur la marque communautaire;

2) en matière de brevets et de certificats complémentaires de protection

a) l'article 27 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention;

Art. 4. Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 14, § 1, van de verordening is het bedrag van de door de aangever, de eigenaar, de importeur, de houder of de geadresseerde van de goederen te stellen zekerheid gelijk aan driemaal de douanewaarde of de statistiekwaarde van de betreffende goederen, naargelang het niet-communautaire of communautaire goederen betreft.

De modaliteiten van de zekerheidstelling bedoeld in het eerste lid worden door de Koning vastgesteld.

*Afdeling 3. — Vervolg van de inbreuken
op de douanewetgeving en strafsancities*

Art. 5. § 1. Inbreuk of poging tot inbreuk op het verbod bepaald in artikel 16 van de verordening, wordt bestraft overeenkomstig artikel 231, § 1, van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

De gevangenisstraf bedraagt evenwel van drie maanden tot drie jaar en de boete van 500 tot 500.000 euro.

§ 2. In geval van herhaling binnen vijf jaar na een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk, worden de straffen verdubbeld.

§ 3. Inbreuk of poging tot inbreuk op het in artikel 16 van de verordening bepaalde verbod, wordt vervolgd volgens de procedure bepaald in de artikelen 226, 249 tot 253 en 263 tot 284 van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

Art. 6. § 1. De rechtbank kan, in alle gevallen, de vernietiging of de verwijdering uit het handelsverkeer van de verbeurd verklaarde goederen waarvan is vastgesteld dat zij inbreuk maken op een intellectueel eigendomsrecht bevelen, op kosten van de overtreder, van de persoon die de goederen bij de douane heeft aangeboden, van de eigenaar, de bezitter, de houder of de geadresseerde van de goederen of, in voorkomend geval, van de houder van het recht, die overeenkomstig artikel 5, § 1, van de verordening om het optreden van de douaneautoriteiten heeft verzocht.

§ 2. De Administratie van douane en accijnzen kan, in overeenstemming met de termijnen en voorwaarden als bepaald in artikel 11, § 1, van de verordening, op kosten en onder verantwoordelijkheid van de houder van het recht overgaan tot de vernietiging van de goederen die vermoedelijk inbreuk maken op een intellectueel eigendomsrecht, na het nemen van monsters en met de voorafgaande en schriftelijke instemming van de aangever, de houder of de eigenaar van deze goederen dat de goederen voor vernietiging worden afgestaan. Deze toestemming wordt verondersteld te zijn gegeven wanneer de aangever, de houder of de eigenaar van de goederen zich binnen de termijn bepaald bij voornoemd artikel 11 niet uitdrukkelijk tegen de vernietiging heeft verzet.

Art. 7. De rechtbank kan bevelen dat het vonnis moet worden aangeplakt, voor de duur die zij bepaalt, zowel binnen als buiten de gebouwen van de overtreder en op diens kosten, of dat het vonnis op kosten van de overtreder geheel of gedeeltelijk via de pers of op enige andere wijze moet worden bekendgemaakt.

Zij kan bovendien de verbeurdverklaring bevelen van de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf bepaald in artikel 5, § 1, zijn verkregen, van de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en van de inkomsten uit de belegde voordelen.

*HOOFDSTUK III. — Sancties van inbreuken
op bepaalde intellectuele eigendomsrechten*

Afdeling 1. — Strafbepalingen

Art. 8. § 1. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 tot 100.000 euro of met één van deze straffen alleen, hij die, in het economisch verkeer, met kwaadwillig of bedrieglijk opzet inbreuk maakt op de rechten van de houder van een product- of dienstmerk, van een uitvindingsoctrooi, van een aanvullend beschermingscertificaat, van een kwekersrecht, of van een tekening of model, zoals deze rechten bepaald worden door :

1) inzake merken

a) artikel 2.20, eerste lid, *a.*, *b.* en *c.*, van het Benelux-Verdrag inzake intellectuele eigendom van 25 februari 2005 goedgekeurd bij de wet van 22 maart 2006;

b) artikel 9 van de Verordening (EG) nr. 40/94 van 20 december 1993 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake het Gemeenschapmerk;

2) inzake octrooien en aanvullende beschermingscertificaten

a) artikel 27 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien;

b) l'article 5 du Règlement (CEE) n° 1768/92 du 18 juin 1992 du Conseil des Communautés européennes concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments;

c) l'article 5 du Règlement (CE) n° 1610/96 du 23 juillet 1996 du Parlement et du Conseil concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques;

3) en matière de droit d'obtenteur

a) l'article 21 de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales;

b) l'article 13 du Règlement (CE) n° 2100/94 du 27 juillet 1994 du Conseil des Communautés européennes instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales;

4) en matière de dessins ou modèles

a) l'article 3.16 de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle du 25 février 2005 approuvée par la loi du 22 mars 2006;

b) l'article 19 du Règlement (CE) n° 6/2002 du 12 décembre 2001 du Conseil des Communautés européennes sur les dessins ou modèles communautaires.

Pour l'application des alinéas précédents, il y a lieu de considérer qu'il y a atteinte dans la vie des affaires dès l'instant où cette atteinte est portée dans le cadre d'une activité commerciale dont l'objet est de réaliser un avantage économique.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article ne s'applique notamment pas aux actes suivants :

1) en matière de marques

a) les actes visés à l'article 2.23 de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle du 25 février 2005 approuvée par la loi du 22 mars 2006;

b) les actes visés aux articles 12 et 13 du Règlement (CE) n° 40/94 du 20 décembre 1993 du Conseil des Communautés européennes sur la marque communautaire;

2) en matière de brevets et de certificats complémentaires de protection

a) les actes visés aux articles 27^{quater}, 27^{quinquies}, 28, § 1^{er}, et 30 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention;

b) les actes accomplis uniquement afin de réaliser des essais conformément à l'article 13 de la Directive 2001/82/CE du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires ou à l'article 10 de la Directive 2001/83/CE du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne un brevet portant sur le produit de référence au sens de l'une de ces directives;

3) en matière de droit d'obtenteur

a) les actes visés à l'article 22, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales;

b) les actes visés aux articles 14, 15 et 16 du Règlement (CE) n° 2100/94 du 27 juillet 1994 du Conseil des Communautés européennes instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales;

4) en matière de dessins ou modèles

a) les actes visés aux articles 3.19 et 3.20 de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle du 25 février 2005 approuvée par la loi du 22 mars 2006;

b) les actes visés aux articles 20 à 23 du Règlement (CE) n° 6/2002 du 12 décembre 2001 du Conseil des Communautés européennes sur les dessins ou modèles communautaires.

Art. 9. Est puni d'une amende de 100 à 5.000 euros celui qui, avec une intention méchante ou frauduleuse, se prévaut indûment dans la vie des affaires de la qualité de titulaire ou de demandeur d'une marque de produit ou de service, d'un brevet d'invention, d'un certificat complémentaire de protection, d'un droit d'obtenteur, d'un dessin ou d'un modèle.

Art. 10. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 10.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, avec une intention méchante ou frauduleuse, démarche en tous lieux des personnes physiques ou morales pour leur proposer :

b) artikel 5 van de Verordening (EEG) nr. 1768/92 van 18 juni 1992 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de invoering van een aanvullend beschermingscertificaat voor geneesmiddelen;

c) artikel 5 van de Verordening (EG) nr. 1610/96 van 23 juli 1996 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de invoering van een aanvullend beschermingscertificaat voor gewasbeschermingsmiddelen;

3) inzake kwekersrecht

a) artikel 21 van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekprodukten;

b) artikel 13 van de Verordening (EG) nr. 2100/94 van 27 juli 1994 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake het communautair kwekersrecht;

4) inzake tekeningen of modellen

a) artikel 3.16 van het Benelux-Verdrag inzake intellectuele eigendom van 25 februari 2005 goedgekeurd bij de wet van 22 maart 2006;

b) artikel 19 van de Verordening (EG) nr. 6/2002 van 12 december 2001 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende Gemeenschapsmodellen.

Voor de toepassing van de vorige leden, moet worden geacht dat er inbreuk wordt gepleegd in het economisch verkeer vanaf het moment dat deze inbreuk gepleegd wordt in het kader van een commerciële activiteit waarvan de doelstelling is een economisch voordeel te realiseren.

§ 2. Paragraaf 1 van dit artikel is met name niet van toepassing op :

1) inzake merken

a) de handelingen bepaald in artikel 2.23 van het Benelux-Verdrag inzake intellectuele eigendom van 25 februari 2005 goedgekeurd bij de wet van 22 maart 2006;

b) de handelingen bepaald in artikelen 12 en 13 van de Verordening (EG) nr. 40/94 van 20 december 1993 van de Raad van Europese gemeenschappen inzake het Gemeenschapmerk;

2) inzake octrooien en aanvullende beschermingscertificaten

a) de handelingen bepaald in artikelen 27^{quater}, 27^{quinquies}, 28, § 1, en 30 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien;

b) de handelingen die uitsluitend worden verricht in verband met proeven overeenkomstig artikel 13 van Richtlijn 2001/82/EG van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik en artikel 10 van Richtlijn 2001/83/EG van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik en dit met betrekking tot een octrooi voor het referentieproduct in de zin van één van die richtlijnen;

3) inzake kwekersrecht

a) de handelingen bepaald in artikel 22, eerste lid, van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekprodukten;

b) de handelingen bepaald in de artikelen 14, 15 en 16 van de Verordening (EG) nr. 2100/94 van 27 juli 1994 van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake het communautair kwekersrecht;

4) inzake tekeningen of modellen

a) de handelingen bepaald in de artikelen 3.19 en 3.20 van het Benelux-Verdrag inzake intellectuele eigendom van 25 februari 2005 goedgekeurd door de wet van 22 maart 2006;

b) de handelingen bepaald in de artikelen 20 tot 23 van de Verordening (EG) nr. 6/2002 van 12 december 2001 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende Gemeenschapsmodellen.

Art. 9. Wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 5.000 euro, diegene die zich met kwaadwillig of bedrieglijk opzet in het economisch verkeer onrechtmatig beroept op de hoedanigheid van houder of aanvrager van een product- of dienstmerk, van een uitvindingsoctrooi, een aanvullend beschermingscertificaat, een kwekersrecht, of een tekening of model.

Art. 10. § 1. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en een geldboete van 200 tot 10.000 euro of met één van deze straffen alleen, diegene die met kwaadwillig of bedrieglijk opzet, op om het even welke plaats, natuurlijke of rechtspersonen benadert om hen voor te stellen om :

— soit d'effectuer l'inscription des droits visés à l'article 8, § 1^{er}, dans des registres ou des publications non officiels, en leur faisant croire que ladite inscription est nécessaire pour que ces droits produisent effet;

— soit de souscrire un titre quelconque censé protéger des inventions ou créations mais qui ne bénéficie d'aucune reconnaissance ou garantie officielle, nationale ou internationale, en abusant de la confiance, de l'ignorance ou de la crédulité de ces personnes.

Art. 11. Sont punis d'une amende de 100 à 2.000 euros ceux qui empêchent ou entravent l'exécution, par les personnes mentionnées à l'article 18, de leur mission visant à rechercher et constater les infractions ou les manquements aux dispositions de la présente loi.

Art. 12. Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues aux articles 8, 9, 10 et 11.

Toutefois, en cas de condamnation pour infraction à l'article 8, § 1^{er}, et sans préjudice de l'article 42, 1^o, du Code pénal, le tribunal peut prononcer la confiscation spéciale des choses formant l'objet de l'infraction et des choses qui ont servi ou ont été destinées à la commettre, même si elles ne sont pas la propriété du condamné, sans préjudice des droits que les tiers peuvent faire valoir sur ces choses en vertu de leur possession légitime.

Art. 13. § 1^{er}. En cas de condamnation pour une atteinte prévue à l'article 8, § 1^{er}, le tribunal peut ordonner, à la demande de la partie civile et à condition que cette mesure soit proportionnelle à la gravité de l'atteinte au droit, que les instruments ayant principalement servi à commettre le délit qui ont été confisqués et que des échantillons des marchandises portant atteinte au droit de propriété intellectuelle soient remis au titulaire du droit.

§ 2. Le tribunal peut également ordonner, en cas de condamnation pour une atteinte prévue à l'article 8, § 1^{er}, et eu égard à la gravité de l'atteinte, la destruction des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle et qui ont fait l'objet d'une confiscation spéciale, aux frais du condamné, même si ces marchandises ne sont pas la propriété du condamné.

§ 3. Toutefois, le procureur du Roi peut ordonner la destruction des marchandises saisies, après prise d'échantillon, aux frais du propriétaire, du détenteur, du destinataire de ces marchandises ou du titulaire du droit et le cas échéant par leurs soins, lorsque l'intérêt de la sécurité publique l'exige ou si la conservation ou l'entreposage de ces marchandises est susceptible de constituer un danger pour l'ordre public ou est problématique en raison de leur nature, de leur quantité ou des conditions de stockage qui leur sont appliquées, si aucune revendication n'a été formulée par un prétendant droit sur ces marchandises dans un délai de deux mois à compter de la date de la saisie. Pour l'application du présent alinéa, un délai de quinze jours est applicable pour la destruction des marchandises périssables ou possédant une durabilité limitée.

Le propriétaire ou le détenteur des marchandises saisies, le titulaire du droit de propriété intellectuelle dont la violation est alléguée ou tout prétendant droit qui se manifeste en application de l'alinéa précédent peuvent, sur réquisition du procureur du Roi, être constitués gardiens judiciaires de ces marchandises.

Le procureur du Roi peut ordonner la même mesure de destruction lorsqu'une transaction est intervenue, pour autant que le contrevenant ait fait abandon des marchandises au Trésor public.

Dans tous les cas où la destruction doit avoir lieu, il est fait préalablement une description aussi précise que possible des objets à détruire et un échantillon de ceux-ci est prélevé.

Au cours de l'enquête judiciaire et pour l'application du présent paragraphe, le juge d'instruction dispose des mêmes pouvoirs que le procureur du Roi.

Art. 14. § 1^{er}. Dans le cas où la marque, le brevet, le certificat complémentaire de protection, le droit d'obtenteur, le dessin ou le modèle, dont la violation est alléguée, a été déclaré nul, a été déchu ou radié par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou à la suite d'une décision administrative ou de la volonté ou de la négligence de son titulaire, aucune peine ne peut être prononcée pour des actes accomplis postérieurement à la date de prise d'effet de la nullité, de la déchéance ou de l'extinction du droit.

— hetzij de inschrijving in niet-officiële registers of publicaties van de in artikel 8, § 1, bedoelde rechten uit te voeren, door hen te laten geloven dat desbetreffende inschrijving nodig is opdat de rechten zouden gevolgen hebben;

— hetzij om het even welke titel die zogenaamd uitvindingen of creaties zou beschermen te onderschrijven, maar die geen enkele nationale of internationale erkenning of officiële waarborg geniet, daarbij misbruik makend van het vertrouwen, de onwetendheid of de goedgelovigheid van deze personen.

Art. 11. Met een geldboete van 100 tot 2.000 euro worden gestraft zij die het vervullen van de opdracht van de in artikel 18 genoemde personen voor het opsporen en vaststellen van de inbreuken of het niet-naleven van deze wet, verhinderen of belemmeren.

Art. 12. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en het artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bepaald bij de artikelen 8, 9, 10 en 11.

In geval van een veroordeling wegens inbreuk op artikel 8, § 1, en onverminderd artikel 42, 1^o, van het Strafwetboek, kan de rechtbank echter de bijzondere verbeurdverklaring uitspreken van de goederen die het voorwerp van de inbreuk zijn en van de goederen die daartoe gediend hebben of die ertoe bestemd waren, zelfs als deze goederen geen eigendom zijn van de veroordeelde, onverminderd de rechten die derden krachtens hun rechtmatig bezit op die zaken kunnen doen gelden.

Art. 13. § 1. In geval van veroordeling wegens een inbreuk bepaald bij artikel 8, § 1, kan de rechtbank bevelen, op verzoek van de burgerlijke partij en op voorwaarde dat deze maatregel in verhouding staat tot de ernst van de inbreuk op het recht, dat de werktuigen die voornamelijk gediend hebben om het misdrijf te plegen en die verbeurdverklaard werden en de monsters van de goederen die inbreuk maken op het intellectuele eigendomsrecht, aan de houder van het recht worden toegewezen.

§ 2. De rechtbank kan ook, in geval van veroordeling wegens een inbreuk bepaald bij artikel 8, § 1, en rekening houdend met de ernst van de inbreuk, de vernietiging bevelen van de goederen die inbreuk maken op een intellectueel eigendomsrecht en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bijzondere verbeurdverklaring, op kosten van de veroordeelde, zelfs als deze goederen geen eigendom zijn van de veroordeelde.

§ 3. De procureur des Konings kan evenwel de vernietiging bevelen, na monsterneming, op kosten van de eigenaar, de houder, de geadresseerde van die goederen, of van de houder van het recht en desgevallend door hun toedoen, van de in beslag genomen goederen wanneer dit in het belang van de openbare veiligheid is vereist of indien de bewaring of de opslag ervan een gevaar kan betekenen voor de openbare orde of problematisch kan zijn door de aard of hoeveelheid ervan of door de manier waarop ze zijn opgeslagen, indien geen derde die beweert recht op deze goederen te hebben, binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de datum van het beslag, enige terugvordering heeft geformuleerd. Voor de toepassing van dit lid, geldt een termijn van vijftien dagen voor de vernietiging van de bederfbare goederen of goederen die een beperkte houdbaarheid hebben.

De eigenaar of de houder van de goederen die in beslag werden genomen, de houder van het intellectuele eigendomsrecht waarop een inbreuk wordt aangevoerd of iedere derde die beweert recht op deze goederen te hebben in toepassing van het vorige lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings tot gerechtelijke bewaarder van deze goederen worden aangesteld.

De procureur des Konings kan dezelfde maatregel tot vernietiging bevelen indien een minnelijke schikking werd verkregen, voor zover de overtreders de goederen heeft afgestaan aan de Schatkist.

Telkens als vernietiging moet plaats hebben, wordt vooraf een zo nauwkeurig mogelijke beschrijving van de te vernietigen voorwerpen opgemaakt, en wordt een monster daarvan genomen.

Tijdens het gerechtelijk onderzoek en voor de toepassing van deze paragraaf, beschikt de onderzoeksrechter over dezelfde bevoegdheden als de procureur des Konings.

Art. 14. § 1. In het geval dat het merk, het octrooi, het aanvullend beschermingscertificaat, het kwekersrecht, de tekening of het model waarvan de schending wordt ingeroepen, nietig werd verklaard, vervallen is of geschrapt werd door een gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan of ten gevolge van een administratieve beslissing of de wil of de nalatigheid van de houder ervan, kan geen enkele straf worden uitgesproken voor handelingen die gesteld werden na de datum waarop de nietigheid, het verval of het teniet gaan van het recht van kracht is geworden.

§ 2. Par dérogation à l'article 15 du Code d'instruction criminelle, si le prévenu soulève une exception tirée de l'invalidité, de la nullité ou de la déchéance du droit de propriété intellectuelle dont la violation est alléguée et si la compétence relative à l'examen de cette question est exclusivement réservée par la loi ou par un règlement de la Communauté européenne à une autre autorité, le tribunal sursoit à statuer et lui impartit un délai pour intenter l'action adéquate devant l'instance compétente.

La prescription de l'action publique est suspendue jusqu'à ce que l'action en nullité, l'action en déchéance visée à l'alinéa 1^{er}, ou l'action en cessation visée aux articles 95 et suivants de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, ait fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée. Si l'instance compétente déclare l'exception fondée ou que la décision sur l'exception est jointe au fond, la prescription n'est pas suspendue.

Art. 15. Le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des installations du contrevenant et aux frais de celui-ci, de même que la publication du jugement, intégrale ou par extrait, aux frais du contrevenant, par voie de presse ou de toute autre manière.

En outre, il peut ordonner, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, la fermeture totale ou partielle de l'établissement exploité par le condamné et l'interdiction permanente ou temporaire d'exercice d'activités commerciales par le condamné.

Section 2. — Procédure d'avertissement

Art. 16. Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction aux articles 8, 9 ou 10, le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ou l'agent qu'il désigne en application de l'article 18, peut adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trente jours à dater de la constatation des faits, par envoi recommandé avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation de faits.

L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

2° le délai dans lequel il doit y être mis fin;

3° qu'en l'absence de suite donnée à l'avertissement, les agents visés à l'article 18 peuvent aviser le procureur du Roi ou appliquer le règlement par voie de transaction prévu à l'article 17.

Section 3. — Règlement transactionnel

Art. 17. § 1^{er}. Les agents spécialement désignés à cet effet, respectivement par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions ou par le ministre des Finances peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction aux dispositions des articles 8, 9 et 10 et dressés par les agents visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, proposer au contrevenant le paiement d'une somme qui éteint l'action publique, pour autant que celui-ci ait fait abandon des marchandises au Trésor public et que la partie lésée ait renoncé à déposer une plainte. La proposition de règlement transactionnel est notifiée au contrevenant par envoi recommandé avec accusé de réception.

La somme prévue à l'alinéa 1^{er}, ne peut être supérieure au maximum de l'amende prévue aux articles 8, 9 et 10, majorée des décimes additionnels.

Lorsque l'infraction a donné lieu à des frais de conservation et de destruction, la somme est augmentée du montant de ces frais. La partie de la somme versée pour couvrir ces frais est attribuée à l'organisme ou à la personne qui les a exposés.

La partie lésée est avertie, dans les quinze jours à compter de la date de l'envoi recommandé visée à l'alinéa 1^{er}, de l'existence de la proposition de transaction.

Le paiement effectué dans le délai indiqué dans le règlement transactionnel éteint l'action publique sauf si auparavant une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou le tribunal a été saisi du fait. Dans ces cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.

§ 2. In afwijking van artikel 15 van het Wetboek van Strafvordering, als de beklagde een uitzondering opwerpt die hij put uit de ongedigtheid, de nietigheid of het verval van het intellectuele eigendomsrecht waarvan de schending wordt ingeroepen en indien de bevoegdheid betreffende het onderzoek van deze vraag door de wet of door een verordening van de Europese gemeenschap uitsluitend is voorbehouden aan een andere autoriteit, stelt de rechtbank haar vonnis hierover uit en kent zij hem een termijn toe om de gepaste vordering voor de bevoegde instantie in te stellen.

De verjaring van de strafvordering wordt geschorst totdat de vordering tot nietigverklaring, en de vordering tot vervallenverklaring zoals bedoeld in het eerste lid, of de vordering tot staking bepaald in artikel 95 en volgende van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument, het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan. Indien de bevoegde instantie de exceptie gegrond verklaart of indien de beslissing over de exceptie bij de zaak zelf wordt gevoegd, wordt de verjaring niet geschorst.

Art. 15. De rechtbank kan bevelen dat het vonnis moet worden aangeplakt, voor de duur die zij bepaalt, zowel binnen als buiten de gebouwen van de overtreder en op diens kosten, of dat het vonnis op kosten van de overtreder geheel of gedeeltelijk via de pers of op enige andere wijze moet worden bekendgemaakt.

Zij kan bovendien, hetzij definitief, hetzij tijdelijk, de gehele of gedeeltelijke sluiting van de door de veroordeelde geëxploiteerde inrichting en een permanent of tijdelijk verbod op de uitoefening van handelsactiviteiten door de veroordeelde bevelen.

Afdeling 2. — Waarschuwingsprocedure

Art. 16. Wanneer vastgesteld wordt dat een handeling een inbreuk vormt op artikel 8, 9 of 10, kan de Minister bevoegd voor Economie of de ambtenaar die hij met toepassing van artikel 18 aanwijst, een waarschuwing richten aan de overtreder waarbij die tot beëindiging van deze handeling wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt aan de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de vaststelling van de feiten, door middel van een aangetekende zending met ontvangstbericht of door de overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de overtreden wetsbepaling of wetsbepalingen;

2° de termijn waarbinnen zij dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, de in artikel 18 aangestelde ambtenaren de procureur des Konings kunnen inlichten of de regeling in der minne bepaald in artikel 17, kunnen toepassen.

Afdeling 3. — Minnelijke schikking

Art. 17. § 1. De hiertoe uitdrukkelijk aangewezen ambtenaren, respectievelijk door de minister bevoegd voor Economie of door de minister van Financiën, kunnen, op inzage van de processen-verbaal die een inbreuk op de artikelen 8, 9 en 10 vaststellen en opgemaakt zijn door de in artikel 18, eerste lid, bedoelde ambtenaren, aan de overtreder een som voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen, voor zover de overtreder de goederen heeft afgestaan aan de Schatkist en dat de benadeelde partij ervan heeft afgezien klacht in te dienen. Het voorstel tot minnelijke schikking wordt aan de overtreder door middel van een aangetekende zending met ontvangstbewijs ter kennis gebracht.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag mag niet meer belopen dan het maximum van de bij de artikelen 8, 9 en 10 bepaalde geldboeten, verhoogd met de opdecimen.

Wanneer de inbreuk kosten van bewaring en vernietiging heeft veroorzaakt, wordt de som verhoogd met het bedrag van die kosten. Het gedeelte van de som dat gestort is om die kosten te dekken, wordt toegewezen aan de instelling of aan de persoon die deze kosten gedragen heeft.

De benadeelde partij wordt binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de datum van de aangetekende zending bedoeld in het eerste lid, van het voorstel van schikking verwittigd.

De binnen de in het voorstel bepaalde termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen behalve indien vooraf klacht ingediend werd bij de procureur des Konings, de onderzoeksrechter verzocht werd een onderzoek in te stellen of de zaak aanhangig werd gemaakt bij de rechtbank. In die gevallen wordt de betaalde geldsom terugbetaald aan de overtreder.

§ 2. Les tarifs ainsi que les modalités de la transaction, de son paiement, de la perception de son montant ainsi que les modalités de la procédure d'abandon et de destruction des marchandises sont fixés par le Roi.

CHAPITRE IV. — *Recherche et constatation des infractions aux dispositions du chapitre III*

Art. 18. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire et des autres fonctionnaires de police tels que visés par l'article 3 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les agents commissionnés à cet effet de l'Administration des douanes et accises, les agents commissionnés à cet effet de la Direction générale du Contrôle et de la Médiation ainsi que les fonctionnaires commissionnés à cet effet par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et par le ministre des Finances, sont compétents pour rechercher et constater les infractions visées par les articles 8, 9 et 10.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est adressée au contrevenant, par envoi recommandé avec accusé de réception, dans les trente jours de la date des constatations.

Les agents de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration de l'Inspection sociale et de l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts sont autorisés à accompagner les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre de leurs visites à l'effet de constater les infractions aux lois et règlements dans les matières qui relèvent de leurs compétences et, le cas échéant, d'en dresser procès-verbal.

Art. 19. § 1^{er}. Aux fins de rechercher et de constater les infractions établies aux articles 8, 9 et 10, les agents visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, accompagnés le cas échéant par les experts judiciaires ou par les experts agréés par le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions en application du § 3 :

1° avoir accès, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, aux ateliers, bâtiments, navires, entrepôts, silos, moyens de transport, annexes et zones non bâties ainsi que tout autre lieu dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission, lorsqu'il est raisonnablement permis de supposer que des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle se trouvent dans ces lieux.

A la première réquisition, les transporteurs doivent immobiliser leur véhicule et prêter l'aide nécessaire pour la constatation de la nature et de la quantité des marchandises transportées. En cas d'impossibilité de procéder sur place à la vérification précitée, le transport doit être conduit, si l'agent requérant en donne l'ordre, à un endroit où la vérification pourra avoir lieu, le tout aux frais du transporteur si une infraction est relevée à sa charge.

Toutefois, les visites dans les bâtiments habités doivent s'effectuer entre huit heures et dix-huit heures et être exécutées conjointement par deux agents au moins, qui ne peuvent pénétrer librement dans les lieux qu'avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police.

En cas d'urgence dûment motivée, l'autorisation visée à l'alinéa précédent peut être sollicitée et obtenue par télécopie. Elle doit être confirmée par écrit dans un délai qui n'excède pas huit jours.

2° faire toutes les constatations utiles, procéder à tous examens, contrôles, enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions des législations précitées et de leurs arrêtés d'exécution sont respectées, et notamment :

a) interroger toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire, sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de leur mission;

b) ouvrir les paquets, caisses, tonneaux et autres colis dont ils présumant qu'ils contiennent des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle, et en examiner le contenu;

§ 2. De tarieven alsmede de modaliteiten van de minnelijke schikking, van de betaling en de inning van het bedrag evenals de modaliteiten van de procedure tot afstand en vernietiging van de goederen worden door de Koning vastgesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Opsporing en vaststelling van de inbreuken op de bepalingen van hoofdstuk III*

Art. 18. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie en van de andere politieambtenaren zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zijn de hiertoe aangestelde ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen, de hiertoe aangestelde ambtenaren van de Algemene Directie van Controle en Bemiddeling alsmede de hiertoe door de minister bevoegd voor Economie en de minister van Financiën aangestelde ambtenaren, bevoegd om de in de artikelen 8, 9 en 10 bepaalde inbreuken op te sporen en vast te stellen.

De door deze ambtenaren opgemaakte processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift ervan wordt bij een aangetekende zending met ontvangstmelding binnen dertig dagen na de datum van vaststelling, aan de overtreder toegezonden.

De ambtenaren van de Administratie van de ondernemings- en inkomstenfiscaleit, van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen, van de Administratie van Sociale Inspectie en van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie zijn gemachtigd om de in het eerst lid genoemde ambtenaren in het raam van hun bezoeken te vergezellen, teneinde de inbreuken op de wetten en reglementen vast te stellen in de materies die tot hun bevoegdheden behoren en, in voorkomend geval, ervan proces-verbaal op te maken.

Art. 19. § 1. Met het oog op het opsporen en vaststellen van de in de artikelen 8, 9 en 10 bepaalde inbreuken, mogen de in artikel 18, eerste lid, bedoelde ambtenaren, in de uitoefening van hun ambt, in voorkomend geval vergezeld door de gerechtelijke experten of door de experten die door de Minister bevoegd voor Economie erkend werden in toepassing van § 3 :

1° op elk uur van de dag en de nacht, zonder voorafgaande verwittiging toegang hebben tot de werkplaatsen, gebouwen, schepen, entrepôts, silo's, vervoermiddelen, bijgebouwen en niet bebouwde zones alsook elke andere plaats waarvan de toegang nodig is tot het vervullen van hun opdracht, wanneer het redelijkerwijze is toegelaten te veronderstellen dat goederen die inbreuk maken op een intellectueel eigendomsrecht zich op deze plaatsen bevinden.

Op het eerste verzoek moeten de vervoerders hun voertuig tot stilstand brengen en de nodige bijstand verlenen voor de vaststelling van de aard en de kwantiteit van de vervoerde goederen. In geval het onmogelijk is om ter plaatse tot de voornoemde verificatie over te gaan, moet de vracht, indien de eisende ambtenaar er het bevel toe geeft, naar een plaats worden gebracht waar de verificatie plaats kan vinden, dit alles ten laste van de vervoerder indien een inbreuk wordt waargenomen.

De bezoeken in de bewoonde lokalen dienen evenwel te gebeuren tussen acht en achttien uur en door ten minste twee ambtenaren samen, die echter pas vrij mogen binnenkomen indien zij daartoe voorafgaandelijk door de rechter van de politierechtbank de toestemming kregen.

Bij behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid kan de in het vorig lid bedoelde toestemming per telefax gevraagd en verkregen worden. Zij dient binnen een termijn van acht dagen schriftelijk te worden bevestigd.

2° alle nuttige vaststellingen doen, alle onderzoeken, controles en enquêtes uitvoeren en alle informatie verzamelen die zij noodzakelijk achten voor het verzekeren van een daadwerkelijke naleving van de bepalingen van de voornoemde wetgeving en haar uitvoeringsbesluiten, inzonderheid :

a) elke persoon ondervragen waarvan zij de ondervraging nodig achten over alle feiten waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van hun taak;

b) de pakken, kisten, tonnen en andere colli openen waarvan zij veronderstellen dat zij goederen die inbreuk maken op een intellectueel eigendomsrecht bevatten, en er de inhoud van onderzoeken;

c) dans le cadre d'une enquête diligentée pour infraction aux dispositions de la présente loi et lorsqu'il existe des indices sérieux d'atteinte à un droit de propriété intellectuelle, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, ou rechercher tous papiers, pièces, effets, titres, documents ou données stockées dans un système informatique ou sur tout autre support, utiles à l'accomplissement de leur mission, prendre connaissance de ces documents, en faire prendre des extraits, copies ou photocopies;

d) saisir contre récépissé les documents visés au point c), qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants;

e) prélever, gratuitement et selon les modes et les conditions déterminés par le Roi, des échantillons des marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle et des matières destinées à la fabrication de ces marchandises, et les faire expertiser.

3° procéder, aux frais et risques du propriétaire, du détenteur ou du destinataire des marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle, à la saisie desdites marchandises ainsi que des moyens de transport, instruments, ustensiles et autres objets susceptibles d'avoir servi à commettre l'infraction.

A défaut de confirmation par le ministère public dans les quinze jours, la saisie est levée de plein droit. La personne entre les mains de laquelle les objets sont saisis peut en être constituée gardien judiciaire.

La saisie est levée de plein droit par le jugement mettant fin aux poursuites, lorsque ce jugement est passé en force de chose jugée, ou par le classement sans suite.

§ 2. Les agents commissionnés visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, exercent les pouvoirs qui leur sont conférés par le présent article pour la recherche et la constatation des infractions sous la surveillance du procureur général ou du procureur fédéral, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

§ 3. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions agréé les experts visés au § 1^{er}, conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi.

Le Roi fixe les règles relatives aux conditions et modalités d'intervention des experts agréés en vertu de l'alinéa 1^{er}.

§ 4. En cas d'application de l'article 16, le procès-verbal visé à l'article 18, alinéa 1^{er}, n'est transmis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement.

En cas d'application de l'article 17, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction.

Art. 20. § 1^{er}. Les agents visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, sont également compétents pour rechercher et constater les infractions visées :

a) à l'article 80 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

b) à l'article 13 de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données;

c) à l'article 11 de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateurs.

§ 2. Les procès-verbaux dressés à ce propos font foi jusqu'à preuve du contraire. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1^{er}, disposent des pouvoirs mentionnés à l'article 19, § 1^{er}.

c) in het kader van een onderzoek verricht naar inbreuken op de bepalingen van deze wet en indien er ernstige aanwijzingen van inbreuk op een intellectueel eigendomsrecht bestaan, alle papieren, stukken, titels of documenten of gegevens die in een informatica-systeem of op iedere andere drager werden opgeslagen, nodig voor het uitoefenen van hun taak, opzoeken of op eerste vordering ter plaatse doen overleggen, er kennis van nemen en er uittreksels, kopieën of fotokopieën van doen nemen;

d) tegen ontvangstbewijs beslag leggen op de in punt c) bedoelde documenten, noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplechtigen van de overtreders op te sporen;

e) gratis monsters nemen op de wijze en onder de voorwaarden door de Koning bepaald van de goederen waarvan wordt vermoed dat zij een inbreuk vormen op een intellectueel eigendomsrecht en van de materialen bestemd tot de vervaardiging van deze goederen, en deze te laten onderzoeken.

3° op kosten en risico van de eigenaar, de houder of de geadresseerde van de goederen waarvan wordt vermoed dat zij een inbreuk vormen op een intellectueel eigendomsrecht, overgaan tot het in beslag nemen van deze goederen, alsmede van de vervoermiddelen, werktuigen, gereedschappen en andere voorwerpen die tot het plegen van de inbreuk kunnen hebben gediend.

Bij ontstentenis van een bevestiging door het openbaar ministerie binnen de vijftien dagen, is het beslag van rechtswege opgeheven. De persoon bij wie beslag op de goederen wordt gelegd kan als gerechtelijke bewaarder ervan aangesteld worden.

Het beslag wordt van rechtswege opgeheven door het vonnis dat een einde maakt aan de vervolging, zodra dit in kracht van gewijsde is gegaan, of door seponering.

§ 2. De in § 1, eerste lid, bepaalde aangestelde ambtenaren oefenen de bevoegdheden uit die hun door dit artikel voor de opsporing en de vaststelling van de inbreuken worden verleend onder het toezicht van de procureur-generaal of van de federale procureur, zonder afbreuk te doen aan hun ondergeschiktheid ten opzichte van hun meerderen in de administratie.

§ 3. De minister bevoegd voor Economie erkent de experten bepaald in § 1, overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning.

De Koning stelt de regels vast betreffende de voorwaarden en de modaliteiten van tussenkomst van de op basis van het eerste lid erkende experten.

§ 4. Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 16, wordt het in het artikel 18, eerste lid, bedoelde proces-verbaal slechts aan de procureur des Konings toegezonden, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven.

Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 17, wordt het proces-verbaal slechts aan de procureur des Konings toegezonden, wanneer de overtreder niet is ingegaan op het voorstel tot minnelijke schikking.

Art. 20. § 1. De in artikel 18, eerste lid, bedoelde ambtenaren zijn eveneens bevoegd voor het opsporen en het vaststellen van de inbreuken bepaald :

a) in artikel 80 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

b) in artikel 13 van de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken;

c) in artikel 11 van de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's.

§ 2. De processen-verbaal welke daaromtrent worden opgesteld, hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. In de uitoefening van hun ambt beschikken de in § 1 bedoelde ambtenaren over de bevoegdheden vermeld in artikel 19, § 1.

Ils pourront également faire usage de l'avertissement et de la procédure de règlement transactionnel visés aux articles 16 et 17.

Les articles 18, alinéas 2 et 3, et 19, §§ 2 à 4, sont applicables par analogie pour la recherche et la constatation des infractions visées au § 1^{er}.

Art. 21. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, peuvent requérir l'assistance des forces de police.

CHAPITRE V. — *Coordination et suivi des actions de lutte contre la contrefaçon et la piraterie*

Art. 22. Le Roi établit les dispositions et moyens propres à assurer une coordination et un suivi des actions de lutte contre la contrefaçon et la piraterie des droits de propriété intellectuelle.

Art. 23. Dans les limites de leurs attributions, les agents des services publics visés à l'article 18, ainsi que les fonctionnaires de police, se prêtent mutuellement assistance afin d'assurer une application efficace et coordonnée de la présente loi.

Art. 24. § 1^{er}. Les autorités et services publics compétents se communiquent, d'initiative ou sur demande, les renseignements appropriés concernant la mise en œuvre de la présente loi et les activités qui peuvent mener à des initiatives en application de celle-ci.

L'assistance fournie comprend en particulier la communication :

1° des informations qui sont utiles afin de combattre, par des actions préventives et répressives, les opérations et pratiques contraires à la présente loi;

2° des renseignements concernant les nouvelles méthodes employées dans la réalisation d'opérations contraires à la présente loi ou se rapportant à des activités et schémas d'activités illégaux;

3° des renseignements concernant les observations réalisées par les autorités et services publics compétents et les résultats obtenus à la suite de l'application réussie de nouveaux moyens et techniques de lutte contre la contrefaçon et la piraterie de droits de propriété intellectuelle.

§ 2. Le Roi fixe la nature des renseignements et informations visés au présent article ainsi que les modalités de leur échange entre les autorités et services publics compétents en vertu de la présente loi.

Art. 25. Tout renseignement recueilli ou communiqué, sous quelque forme que ce soit, en application du présent chapitre revêt un caractère confidentiel et ne peut être divulgué aux personnes, associations et sociétés privées.

Art. 26. Les renseignements visés au présent chapitre ne peuvent être utilisés à des fins différentes de celles de la présente loi. Toutefois les autorités et services publics compétents peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et des poursuites devant les cours et tribunaux, de renseignements recueillis et de documents consultés ou saisis conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 27. Tout jugement ou arrêt rendu par les cours et tribunaux sur la base de la présente loi est communiqué gratuitement, par lettre ordinaire, à l'Office de la Propriété intellectuelle du Service public fédéral Economie dans le mois du prononcé de la décision, et à la diligence du greffier de la juridiction compétente.

Le greffier est également tenu d'aviser sans délai l'Office de la Propriété intellectuelle de tout recours introduit contre pareille décision.

Zij kunnen eveneens gebruik maken van de waarschuwingsprocedure en van de procedure tot minnelijke schikking bepaald in de artikelen 16 en 17.

De artikelen 18, tweede en derde lid, en 19, §§ 2 tot 4, zijn van overeenkomstige toepassing voor de opsporing en vaststelling van de inbreuken bepaald in § 1.

Art. 21. Bij de uitoefening van hun ambt kunnen de in artikel 18, eerste lid, bedoelde ambtenaren, de bijstand van de politiediensten vorderen.

HOOFDSTUK V. — *Coördinatie en opvolging van het optreden tegen namaak en piraterij*

Art. 22. De Koning bepaalt de gepaste voorschriften en middelen om een coördinatie en een opvolging van de acties van de strijd tegen namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten te waarborgen.

Art. 23. Binnen de perken van hun bevoegdheden staan de ambtenaren van de openbare diensten bedoeld in artikel 18, alsook de politieambtenaren elkaar bij, teneinde een doeltreffende en gecoördineerde toepassing van deze wet mogelijk te maken.

Art. 24. § 1. De bevoegde autoriteiten en openbare diensten delen elkaar, op eigen initiatief of op verzoek, de gepaste inlichtingen mede betreffende de toepassing van deze wet en de activiteiten die in toepassing ervan tot optreden kunnen leiden.

De verleende bijstand omvat inzonderheid het meedelen van :

1° informatie die nuttig is teneinde, door preventieve en repressieve acties, de met deze wet strijdige handelingen en praktijken te bestrijden;

2° inlichtingen betreffende nieuwe methodes gebruikt bij de verwezenlijking van met deze wet strijdige operaties of betreffende onwettige activiteiten en activiteitenschema's;

3° inlichtingen betreffende de door de bevoegde autoriteiten en openbare diensten verwezenlijkte waarnemingen en de resultaten verkregen ten gevolge van de geslaagde toepassing van nieuwe middelen en technieken van strijd tegen namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten.

§ 2. De Koning bepaalt de aard van de inlichtingen en informatie bedoeld in dit artikel, alsook de modaliteiten voor de uitwisseling ervan tussen de bevoegde autoriteiten en de krachtens deze wet bevoegde overheidsdiensten.

Art. 25. Elke inlichting, in welke vorm ook, ontvangen of medegedeeld met toepassing van dit hoofdstuk, is van vertrouwelijke aard en mag niet aan privépersonen, -verenigingen en -vennootschappen worden medegedeeld.

Art. 26. De inlichtingen bepaald in dit hoofdstuk mogen niet voor andere doeleinden dan die van deze wet worden gebruikt. De bevoegde autoriteiten en overheidsdiensten mogen evenwel, in hun processen-verbaal, verslagen en getuigenissen alsmede in de loop van de procedures en vervolgingen voor de hoven en rechtbanken, de overeenkomstig de bepalingen van deze wet ontvangen inlichtingen en geraadpleegde of in beslag genomen documenten aanvoeren als bewijs.

Art. 27. Elk door de hoven en rechtbanken op grond van deze wet gewezen vonnis of arrest wordt, per gewone brief, binnen de maand waarin de beslissing werd uitgesproken aan de Dienst voor de Intellectuele Eigendom van de Federale Overheidsdienst Economie kosteloos medegedeeld, door toedoen van de griffier van de bevoegde rechtsmacht.

De griffier is er eveneens toe gehouden de Dienst voor de Intellectuele Eigendom onverwijld in te lichten over elke voorziening tegen een dergelijke uitspraak.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Section 1^{re}. — Modifications apportées à la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

Art. 28. L'article 80 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque les faits soumis au tribunal font l'objet d'une action en cessation en application de l'article 87, § 1^{er}, il ne peut être statué sur l'action pénale qu'après qu'une décision passée en force de chose jugée a été rendue relativement à l'action en cessation. »

Art. 29. L'article 81 de cette même loi, modifié par la loi du 22 mai 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Les délits prévus à l'article 80 sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou de l'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les cinq ans à dater d'une condamnation passée en force de chose jugée prononcée du chef de la même infraction, le maximum des peines encourues est porté au double. »

Section 2. — Modifications apportées à la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données

Art. 30. L'article 13 de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque les faits soumis au tribunal font l'objet d'une action en cessation en application de l'article 2 de la loi du 10 août 1998 transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, il ne peut être statué sur l'action pénale qu'après qu'une décision passée en force de chose jugée a été rendue relativement à l'action en cessation. »

Art. 31. L'article 14 de cette même loi, modifié par la loi du 22 mai 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Les délits prévus à l'article 13 sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de récidive dans les cinq ans à dater d'une condamnation passée en force de chose jugée prononcée du chef de la même infraction, le maximum des peines encourues sont portées au double. En outre, le tribunal peut ordonner, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, la fermeture de l'établissement exploité par le condamné. »

Section 3. — Modifications apportées à la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur

Art. 32. A l'article 10 de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateurs, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 33. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou de l'une de ces peines seulement ceux qui mettent en circulation ou qui, à des fins commerciales, détiennent une copie d'un programme d'ordinateur en sachant qu'elle est illicite ou en ayant des raisons de le croire, ainsi que ceux qui mettent en circulation ou détiennent à des fins commerciales tout moyen ayant pour seul but de faciliter la suppression non autorisée ou la neutralisation des dispositifs techniques qui protègent le programme d'ordinateur.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Afdeling 1. — Wijzigingen aangebracht aan de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

Art. 28. Artikel 80 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de feiten voorgelegd aan de rechtbank, het voorwerp zijn van een vordering tot staking in toepassing van artikel 87, § 1, kan er niet over de strafvordering beslist worden dan nadat een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen over de vordering tot staking ».

Art. 29. Het artikel 81 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 mei 2005, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De misdrijven bepaald in artikel 80 worden bestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en met een geldboete van 100 tot 100.000 euro of met een van die straffen alleen. In geval van herhaling binnen vijf jaar na een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk, worden de opgelopen straffen op het dubbel van het maximum gebracht. »

Afdeling 2. — Wijzigingen aangebracht aan de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken

Art. 30. Artikel 13 van de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de feiten voorgelegd aan de rechtbank, het voorwerp zijn van een vordering tot staking in toepassing van artikel 2 van de wet van 10 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, kan er niet over de strafvordering beslist worden dan nadat een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen over de vordering tot staking ».

Art. 31. Het artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 mei 2005, wordt vervangen als volgt :

« De misdrijven bepaald in artikel 13 worden bestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaren en met een geldboete van 100 tot 100.000 euro of met een van die straffen alleen.

In geval van herhaling binnen vijf jaar na een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk, worden de opgelopen straffen op het dubbel van het maximum gebracht. Bovendien kan de rechtbank, hetzij de definitieve, hetzij de tijdelijke sluiting bevelen van de inrichting uitgebaat door de veroordeelde. »

Afdeling 3. — Wijzigingen aangebracht aan de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's

Art. 32. In artikel 10 van de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 33. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en met een geldboete van 100 tot 100.000 euro of met een van die straffen alleen worden gestraft degenen die een kopie van een computerprogramma in het verkeer brengen of voor commerciële doeleinden bezitten, terwijl zij weten of redelijkerwijs kunnen vermoeden dat het een onrechtmatige kopie is, dan wel middelen in het verkeer brengen of voor commerciële doeleinden bezitten die uitsluitend bestemd zijn om de ongeoorloofde verwijdering of ontwijking van de technische voorzieningen ter bescherming van het computerprogramma te vergemakkelijken.

En cas de récidive dans les cinq ans à dater d'une condamnation passée en force de chose jugée prononcée du chef de la même infraction, le maximum des peines encourues est porté au double.

§ 2. En condamnant du chef d'infraction au § 1^{er}, le juge peut prononcer la confiscation des supports matériels formant l'objet de l'infraction ».

Section 4. — Dispositions abrogatoires

Art. 34. Sont abrogés :

1° la loi du 1^{er} avril 1879 concernant les marques de fabrique et de commerce, modifiée par les lois du 30 juin 1969 et du 8 août 1986;

2° l'arrêté royal du 26 novembre 1996 pris en application du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994 fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates;

3° l'article 4 de la loi du 30 juin 1969 portant approbation de la Convention Benelux en matière de marques de produits, et annexe, signées à Bruxelles le 19 mars 1962.

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

Art. 35. La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 34, 2°, qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2006-2007.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-2852/1. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 51-2852/2. — Texte corrigé par la Commission, n° 51-2852/3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2852/4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 8 et 15 mars 2007.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 3-2126/1. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 3-2126/2. — Décision de ne pas amender, n° 3-2126/3.

Annales du Sénat. — 19 avril 2007.

In geval van herhaling binnen vijf jaar na een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk, worden de opgelopen straffen op het dubbel van het maximum gebracht.

§ 2. Wanneer de rechter een veroordeling wegens overtreding van § 1 uitspreekt, kan hij de verbeurdverklaring uitspreken van de materiële dragers waarmee de overtreding is gepleegd ».

Afdeling 4. — Opheffingsbepalingen

Art. 34. Worden opgeheven :

1° de wet van 1 april 1879 betreffende de fabrieks- en handelsmerken, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1969 en van 8 augustus 1986;

2° het koninklijk besluit van 26 november 1996 uitgevaardigd met toepassing van Verordening (EG) nr. 3295/94 van de Raad van 22 december 1994 tot vaststelling van maatregelen om het in het vrije verkeer brengen, de uitvoer, de wederuitvoer en de plaatsing onder een schorsingsregeling van nagemaakte of door piraterij verkregen goederen te verbieden;

3° het artikel 4 van de wet van 30 juni 1969 tot goedkeuring van de Benelux-Convention inzake warenmerken, en bijlage, ondertekend te Brussel op 19 maart 1962.

HOOFDSTUK VII. — *Inwerkingtreding*

Art. 35. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 34, 2°, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Koning wordt vastgesteld.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-2852/1. — Verslag van de Commissie, nr. 51-2852/2. — Tekst verbeterd door de Commissie, nr. 51-2852/3. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2852/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 en 15 maart 2007.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-2126/1. nr. 3. — Verslag namens de Commissie, nr. 3-2126/2. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 3-2126/3.

Handelingen van de Senaat. — 19 april 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

F. 2007 — 3121 (2007 — 1461)

[C — 2007/03370]

28 DECEMBRE 2006. — Loi contenant le quatrième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2006.
Erratum

Dans le *Moniteur belge*, n° 106, du 5 avril 2007, page 19166, sous l'article 9, dans le deuxième alinéa, il y a lieu de remplacer les mots « (...) » par les mots « 28 décembre 2006 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

N. 2007 — 3121 (2007 — 1461)

[C — 2007/03370]

28 DECEMBER 2006. — Wet houdende vierde aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2006.
Erratum

In het *Belgisch Staatsblad*, nr. 106, van 5 april 2007, op pagina 19166, onder artikel 9, in de tweede alinea, de woorden « (...) » vervangen door de woorden « 28 december 2006 ».